

*Questions orales*

**M. Whiteway:** Monsieur l'Orateur, de toute évidence, le ministre n'y est pas. Je ne parle pas de n'importe quelle étude mais de celle dont il est question dans la mesure législative qui est entrée en vigueur en 1970. Voici, à l'intention du ministre, un rapport confidentiel du cabinet daté du 17 juillet 1973. Je parle donc du comité interministériel supérieur des affaires urbaines. Les membres de ce comité se sont-ils réunis? Dans l'affirmative, le ministre pourrait-il déposer les rapports que ce comité a publiés depuis 1975?

**M. Ouellet:** Monsieur l'Orateur, je pense qu'il faut se tourner vers l'avenir et non pas regarder en arrière.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Ouellet:** Le député fait allusion à un document qui a été publié en 1973. J'aimerais rappeler à tous les députés, mais surtout aux néo-démocrates qui sont particulièrement bruyants aujourd'hui, que 1975, 1976 et 1977 ont été des années record pour la construction de logements. Le bilan de nos réalisations en matière d'habitation pour les Canadiens est l'un des meilleurs au monde et un bilan dont bien peu de pays peuvent se vanter.

• (1422)

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Étant donné le passé du gouvernement, je comprends aisément que le ministre préfère parler de l'avenir.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

## L'ENVIRONNEMENT

## LES RISQUES DE RADIATION CONSÉCUTIFS À L'ÉCRASEMENT DU SATELLITE SOVIÉTIQUE

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme le ministre le sait peut-être, un important ouvrage de Leo Heaps sera publié demain sous le titre *Operation Morning Light*. Ce livre porte sur l'écrasement du satellite soviétique Cosmos 954 survenu l'an dernier dans le grand Nord canadien.

Puisque M. Heaps soutient dans son livre que l'on n'a pas révélé au public certains faits relatifs aux effets éventuellement nocifs pour la santé et l'environnement que pourrait avoir la radioactivité provoquée par cet écrasement, le ministre peut-il dire à la Chambre si l'étude entreprise par le laboratoire de recherche de l'EACL à Pinawa, au Manitoba, est terminée et, dans l'affirmative, pourquoi on ne l'a pas encore rendue publique?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Je me ferai un plaisir, monsieur l'Orateur, de chercher à savoir où en est cette étude. Je me permettrai entre-temps de rassurer le député et la Chambre en disant que d'après ce que m'en a dit l'EACL, qui a participé aux travaux de neutralisation et d'identification de la radioactivité dans le

[M. Ouellet.]

grand Nord, il n'existe aucun danger pour les Canadiens eux-mêmes ni pour l'environnement.

**M. Broadbent:** Ma deuxième question est directement reliée à ce dont le ministre vient de parler dans sa réponse, et j'espère qu'il pèsera bien ses mots avant de répondre à ma question, car je la juge très importante. Étant donné que seulement une faible proportion—à ma connaissance, moins de 4 p. 100—de l'uranium 235 a été utilisée jusqu'à maintenant, le ministre pourrait-il assurer à la Chambre que les menaces, tant à la santé de l'homme qu'à l'environnement dans le Nord, ont été négligeables?

**M. Gillespie:** Si le député possède de nouvelles données qui n'ont pas encore été rendues publiques, ma position pourrait en être modifiée. Pour l'instant, je lui rappelle que d'après les rapports que j'ai reçus, la santé et la sécurité des Canadiens n'étaient nullement menacées.

**M. Broadbent:** Je puis dire au ministre que ces mêmes fonctionnaires ont tout fait pour empêcher l'auteur d'obtenir les renseignements dont il avait besoin et qui auraient dû être accessibles au public, et cela est bien démontré dans l'ouvrage.

Ma dernière question au ministre est la suivante: alors que le Grand lac des Esclaves a été recouvert de particules contaminées, et comme les os et la moelle du caribou que consomment les autochtones sont peut-être dangereusement contaminés, le gouvernement contrôle-t-il actuellement, et entend-il continuer de contrôler, les effets possibles des déchets radioactifs sur l'ensemble de la chaîne alimentaire nordique?

**M. Gillespie:** Un certain nombre d'études ont été menées à la suite de ce malheureux incident. Il y a eu tout au cours de l'hiver d'importantes opérations de nettoyage, et un autre nettoyage au cours de la période où il n'y a pas de neige, notamment à la périphérie des localités. A ma connaissance, ces opérations de nettoyage sont terminées.

Quant aux études en cours et au contrôle des effets, ce sont là des travaux qui peuvent fort bien être confiés à certains organismes et universités. Je me propose de me renseigner sur la nature des travaux de recherche actuellement en cours dans cette région.

\* \* \*

[Français]

## L'EMPLOI

## ON DEMANDE SI LES COUPURES BUDGÉTAIRES AIDERONT LES TRAVAILLEURS MIS À PIED PAR LA CADBURY

**M. C.-A. Gauthier (Roberval):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Le ministre peut-il préciser si les fonds provenant des coupures budgétaires effectuées régulièrement au niveau du programme d'assurance-chômage s'avéreront d'une aide quelconque, sous forme de programmes de recyclages ou encore de création d'emploi, pour les 500 nouveaux chômeurs de la Cadbury tout spécialement?